



ISLAM EN BELGIQUE

La religion au travail : peut-on concilier les droits universels, l'opinion publique et les pratiques ?

NDLR: une analyse fort éclairante et qui met le doigt sur la plaie. Rédigé le 8 mars 2013 par Amandine Kech.

Selon un sondage publié en première page du journal Le Soir en avril 2012, 79 % des Belges considèreraient que les religions n'ont pas leur place sur le lieu du travail. Or, la Déclaration universelle des droits de l'Homme affirme sans ambiguïté que toute personne a le droit d'exprimer sa religion ou ses convictions, de manière individuelle ou collective, en public ou en privé. Le travail n'échappe pas à cette règle. Un malaise peut survenir de cet écart entre cette règle, une opinion publique défavorable, et la réalité de terrain. Et plus qu'un malaise, c'est la discrimination des travailleurs croyants qui est en jeu.

Les symboles religieux non admis, les prescrits alimentaires tolérés

Tout en gardant en tête les limites d'un tel sondage et son caractère volontairement provocateur, on peut tout de même relever quelques éléments intéressants dégagés par cette enquête, notamment à propos de ces lignes : « À peine un quart des sondés juge acceptable la présence de symboles explicitement religieux tels que des foulards et autres attributs vestimentaires. » (...) « En revanche, la disponibilité de préparations alimentaires respectant les interdits religieux est largement tolérée : 56 % des répondants n'ont rien contre. »

C'est donc la visibilité de la religion qui pose davantage problème aux personnes sondées. Pour amorcer une démarche interculturelle, comprendre pourquoi le rejet de certaines pratiques religieuses, mais pas de l'entièreté de celles-ci, serait un bon angle de départ. Il serait intéressant de mettre à jour ce qui insupporte ces Belges dans la visibilité des symboles religieux, et ce qui les choque moins dans les prescrits alimentaires. Quelles sont les représentations, valeurs, idéaux en jeu qui légitiment pour les sondés leur refus du port du voile mais leur permet de tolérer la nourriture halâl ? Quelle est la position des travailleurs de confession musulmane ?

Un profond malaise autour de l'Islam

Le sondage publié par le Soir nous le démontre sans peine. Le malaise autour de l'Islam est fort en Belgique. Le cas de conscience en Belgique semble être le suivant. Doit-on respecter la liberté de conviction et de religion au risque d'offrir un boulevard aux zéloteurs d'un Islam perçu par de nombreux concitoyens comme agressif et incompatible avec la démocratie et le respect de l'égalité des sexes ? Doit-on au contraire

promouvoir une laïcité combative qui exclut la religion de l'espace public, et donc du travail, et la cantonne à l'unique sphère privée au risque cette fois-ci de porter atteinte aux libertés individuelles qui sont justement au cœur de cette démocratie ?

Dans ce contexte, le voile est devenu le symbole absolu. Pour certains, il est une des concrétisations du droit à la différence et à la liberté de conviction, mais pour d'autres il est l'emblème de la soumission de la femme, de l'archaïsme d'une religion contraire en tout point aux valeurs occidentales. Le halâl, malgré quelques polémiques en France, n'a jamais acquis la même valeur de symbole, probablement parce qu'il est déjà acquis par tous que certains, par choix politiques ou religieux, s'astreignent à un régime alimentaire spécifique sans que cela n'ait aucun impact sur la vie des autres.

Cette façon de poser les termes du débat, on le voit, est malheureusement trop manichéenne. Elle oppose irrémédiablement les musulmans aux autres. La réalité est autrement plus nuancée.

N'en reste pas moins qu'une telle atmosphère a des conséquences quotidiennes. Au-delà du sondage évoqué, ce sont des milliers de travailleurs musulmans qui font chaque jour les frais du cas de conscience des Belges. En l'absence d'un message politique fort, les chefs d'entreprises sont amenés à prendre des décisions en leur âme et conscience, pour le meilleur comme pour le pire...

/.../

Perspectives de conciliation

Si on reprend les éléments évoqués dans cette analyse, on voit que d'un côté, les personnes croyantes pratiquantes ne souhaitent pas à tout prix faire primer leur pratique religieuse par rapport aux exigences de leur emploi. D'un autre côté, au vu du sondage, une partie des personnes défavorables aux symboles religieux seraient tolérantes envers certaines pratiques liées aux convictions. Il y a là une base pour dialoguer.

Pax Christi Wallonie Bruxelles, Newsletter/Avril 2013

Le Racisme en Belgique

Le journal Le Soir de Belgique rapporte dans une chronique du 20.03.13 le constat fait par la fédération européenne des organisations antiracistes (ENAR) dans lequel on dit que le racisme en Belgique se manifeste de plus en plus sous les traits de l'islamophobie. Ce rapport se conforme en tous points à celui que présentait Amnesty International, voici un peu moins d'un an, sur les discriminations à l'égard des musulmans. D'après cette étude, les 600.000 musulmans de Belgique font l'objet de discriminations persistantes, dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et de l'accès aux services publics et privés. Les chiffres cités par ENAR montrent que sur l'ensemble des dossiers de discrimination « religieuse », près de 80 % visent les musulmans ou les communautés musulmanes. En cause, principalement : les médias (51 % des plaintes), le monde professionnel (19 %) et l'enseignement (11 %).

Coalitie Boom teruggefloten door nationale partijvoorzitters

De hoofddoek bannen in de gemeenteraad? "Niet de beste beslissing ter wereld", zegt NVA-voorzitter Bart De Wever, die zijn collega-burgemeester van Boom terugfluit.

Nadat bekend was geraakt dat Boom hoofddoeken wil bannen uit de gemeenteraad, ontplofte zijn mobieltje. In geen tijd liep zijn voicemail vol. Iedereen eiste meer tekst en uitleg. En niet de minsten.

Te beginnen met partijgenoot en Vlaams minister van Integratie Geert Bourgeois. Die vindt de beslissing van het bestuur in strijd met het recht op vrije mening en vrije meningsuiting. "Een gemeenteraadslid is precies gekozen omwille van de overtuiging waar die man of vrouw voor opkomt", laat Bourgeois vanuit het buitenland weten. "Een verbod op het dragen van een uiterlijk kenteken van je overtuiging kan in mijn ogen niet. Of het nu om een hoofddoek gaat, of een keppeltje, een kruisteken of regenboogtrui. Dat maakt niet uit."

/.../ Bart De Wever: "In dit geval denk ik dat de grondwet bepaalt dat een raadslid de vrijheid heeft om bepaalde tekenen te dragen. Dat verloor het bestuur van Boom uit het oog."

De Standaard van 23 april 2013

Les départs en Syrie

L'Exécutif des Musulmans de Belgique (EMB) réproouve "fermement" le départ de jeunes musulmans belges en Syrie pour combattre aux côtés des rebelles, indique-t-il dans un communiqué de presse dans lequel l'EMB dit poursuivre ses efforts de sensibilisation auprès des jeunes de confession musulmane, notamment par le biais de formations des ministres de culte, et lance un appel aux autorités en vue d'élaborer "ensemble des pistes de résolutions constructives pour enrayer les multiples facteurs et conséquences de cette problématique de départs de jeunes vers la Syrie". L'exécutif demande également dans son communiqué de ne pas rendre les mosquées responsables de ce problème.

Repris du Bulletin ARCRE n° 25

ARMES et COMMERCE DES ARMES

L'Onu adopte le premier traité sur le commerce des armes

L'Assemblée générale de l'Onu a adopté le 2 avril à une large majorité le premier traité sur le commerce international des armes classiques. La résolution a été adoptée par 154 voix pour, trois contre (Syrie, Corée du Nord, Iran) et 23 abstentions, dont la Russie. Chaque pays est désormais libre de signer ou non le traité et de le ratifier. Il entrera en vigueur à partir de la 50^{ème} ratification, ce qui pourrait prendre deux ans, selon les diplomates. Le principe du traité veut que chaque pays évalue, avant toute tractation, si les armes vendues risquent d'être utilisées pour contourner un embargo international, commettre des "violations graves" des droits de l'homme, ou être détournées au profit de terroristes ou de criminels. Les armements couverts vont du pistolet aux avions ou navires de guerre en passant par les missiles. (AFP)

La Libre Belgique du 3 avril 2013

Connecticut, waar in het stadje Newton 20 kleine kinderen werden doodgeschoten

In de Amerikaanse staat Connecticut is op 4 april 2013 een strengere wapenwet goedgekeurd, één van de strengste van de hele Verenigde Staten. In de bewuste deelstaat kwamen in december nog twintig kinderen om bij een bloedbad in een basisschool Sandy Hook. Het voorstel voor een strengere wapenwet kwam er nadat de 20-jarige Adam Lanza eind vorig jaar 26 mensen, onder wie twintig kleine kinderen, had doodgeschoten in de basisschool Sandy Hook in Newton.

Zowel het Huis van Afgevaardigden als de Senaat van Connecticut zetten het licht op groen, na een urenleng en bij momenten emotioneel debat. De nieuwe wet telt 139 pagina's en kreeg de steun van Democraten én Republikeinen.

In de nieuwe wet worden een honderdtal aanvalswapens verboden. Ook bepaalde patroonhouders worden verbannen. Kopers van een vuurwapen zullen steeds onderworpen worden aan een onderzoek.

President Barack Obama juicht de verstrenging toe en roept op om op federaal niveau het voorbeeld van Connecticut te volgen. Later deze maand wordt over de kwestie gedebatteerd in Washington.

REUTERS in Standaard online van 4/4

Un jour de honte en Amérique

Barack Obama traverse sans aucun doute la pire semaine de sa carrière – *c'est ainsi que Philippe Paquet commence son éditorial dans La Libre Belgique du 19 avril 2013*. C'est le vote du Sénat sur le port

d'armes, mercredi 10 avril, qui risque de laisser les traces les plus sombres dans les annales de cette présidence.

Trois propositions de loi visant à mieux contrôler le profil des acheteurs d'armes à feu, à interdire la vente d'armes de guerre et celle des chargeurs de plus de dix cartouches (pour empêcher les carnages) ont été rejetées – à quelques voix près (il en fallait 60 sur 100 afin d'éviter ensuite le blocage dit du 'filibustering'¹).

Les Démocrates disposent d'une majorité de 55 sièges au Sénat, mais quatre d'entre eux (des conservateurs élus dans des Etats où Obama a été battu à plate couture) ont fait défection et annulé le bénéfice du ralliement de quatre Républicains dont John McCain. Il aurait de toute façon manqué une voix cruciale.

La logique de la vie politique américaine a de nouveau prévalu. D'une part, les sénateurs ont d'abord songé à leur réélection et les Démocrates devaient se rappeler ce qu'il leur en avait coûté, aux législatives de 1994, d'avoir voté l'interdiction temporaire des fusils d'assaut introduite par Bill Clinton. D'autre part, les lobbies des armes ont dépensé des sommes folles pour harceler les parlementaires au nom du sacro-saint 2^{ème} Amendement². Face à ces petits calculs, l'émotion suscitée par la tuerie de Newtown, le 14 décembre dernier, a vite été oubliée. Ne reste que la honte, qui flétrit l'Amérique et désole son Président.

"Assad utilise des armes chimiques"

L'analyste en chef du renseignement militaire israélien, le général Itai Brun, a accusé mardi 23 avril le régime syrien d'avoir utilisé des armes chimiques mortelles – "*apparemment du sarin*" – contre les forces rebelles. "*Les pupilles qui se contractent, l'écume qui sort de la bouche et d'autres signes que nous avons vus attestent l'utilisation d'armes chimiques en Syrie*", a dit le général lors d'une conférence internationale sur la sécurité à l'Université de Tel Aviv. L'analyse de Tsahal (l'armée israélienne) est notamment basée sur des photos de victimes. "*En Syrie, il y a un énorme arsenal d'armes chimiques, plus d'un millier de tonnes de produits chimiques, des milliers de bombes et un grand nombre d'ogives et de missiles sol-sol qui peuvent être chargés d'armes chimiques*", a-t-il dit également.

L'armée israélienne appuie ainsi les informations fournies par la France et le Royaume-Uni à l'Onu. Ces deux pays ont averti le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon que des examens du sol, des entretiens avec des témoins et avec des rebelles, laissent entendre que des agents neurotoxiques avaient été utilisés de façon très localisée près d'Alep et de Homs.

La Libre Belgique du 24 avril 2013

Condamnation de toutes les formes de violence contre les femmes à l'Onu



Ils étaient plus de 6.000 représentants de la société civile qui participaient depuis le 4 mars à cette 57^e session annuelle de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme. A l'issue de près de deux semaines de négociations à New York entre les 193 membres de la Commission, tous les pays membres ont adopté un texte qui condamne la violence contre les femmes et les filles : "La Commission demande instamment aux Etats de condamner avec force toutes formes de violence contre les femmes et les filles et de s'abstenir d'invoquer toute coutume, tradition ou considération religieuse pour se soustraire à leur obligation de mettre fin à cette

¹ Une forme d'obstruction, qui trouve son origine dans le Sénat des Etats-Unis et qui consiste en discours interminables afin de retarder le plus possible l'acceptation de lois que l'on veut combattre. In het Nederlands heeft men er het werkwoord 'filibusteren' van gemaakt.

² Le **deuxième amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique** garantit pour tout citoyen américain le **droit de porter des armes**. Il fait partie des dix amendements passés le **15 décembre 1791**, couramment appelés "Déclaration des Droits" (*Bill of Rights*).

violence", proclame la déclaration. Elle ajoute que les Etats doivent "accorder une attention particulière à l'abolition des pratiques et des lois discriminatrices envers les femmes et les filles ou qui perpétuent ou considèrent comme acceptable la violence exercée à leur égard". Les pays doivent "traiter et éradiquer en priorité les violences domestiques", souligne le texte.

L'Orient-Le Jour. 17/03/2013

Le mur de la honte et les bus de l'apartheid

Extraits d'un article de Daniel Salvatore Schiffer, philosophe juif, in La Libre Belgique (12 avril 2013).

J'ai déjà dit à maintes reprises l'amour que l'intellectuel juif que je suis, et que je revendique d'être, nourrissait pour Israël, ce pays qui fut créé, en 1948, au lendemain de cette immense tragédie, unique dans les annales de l'humanité, que fut la Shoah. Dont acte!

Mais ce qui ne laisse toutefois pas de me chagriner, sinon de me décevoir et même de me heurter, de la part de ce même Israël, c'est que ce drame sans nom que fut précisément l'Holocauste n'a apparemment pas grandi, comme devrait le faire toute indicible souffrance, ses actuels dirigeants politiques.

Car ce sont deux énormes fautes morales, inadmissibles sur le plan éthique et intolérables sur le plan religieux (à moins que Dieu, à supposer qu'il existât, ne fasse exception pour les Juifs, ce peuple qu'il réputa, paraît-il, élu), qu'ils ont commis il n'y a guère si longtemps.

La première fut le début de la construction, durant l'été 2002, d'un mur, appelé pudiquement "clôture de sécurité" (*security fence*), dans le jargon diplomatique, séparant de manière imperméable, afin de parer aux attentats terroristes, Israël et la Cisjordanie: un mur étanche – que les pacifistes juifs eux-mêmes baptisèrent, à juste titre, du très peu glorieux nom de "mur de la honte" – s'étendant aujourd'hui, tout en y incluant plusieurs grands blocs de colonies israéliennes, sur plus de 700 kilomètres!

/.../ (où l'auteur évoque les désapprobations internationales.)

Israël, toutefois, resta sourd, comme trop souvent dans son histoire récente, à cette indignation pourtant en tout point légitime, pour véhémente qu'elle fût, du concert des nations. Au contraire même, ce pays vient de récidiver, pas plus tard que le 4 mars dernier, dans cette course aussi folle qu'aveugle, sur le plan politico-diplomatique, vers, sinon l'incompréhensible, du moins l'inacceptable: le lancement d'un service de bus, certes à très bas prix mais surtout ainsi dans un confort plus que rudimentaire, exclusivement réservés aux travailleurs palestiniens se rendant quotidiennement, pour gagner leur pain noir, de Cisjordanie vers Israël (du passage d'Eyal à la ville de Tel-Aviv).

/.../

Car, de fait, quels qu'en soient les causes et mobiles, il s'agit bien là, avec ces bus pour seuls Palestiniens, d'une nouvelle forme d'apartheid: une ségrégation rappelant, de sinistre mémoire, les pires heures, dans les années soixante, de l'Amérique xénophobe et raciste, ou, plus près de nous, avant que l'avènement présidentiel de Nelson Mandela (très mérité prix Nobel de la paix) n'y mit fin, de l'Afrique du Sud au temps, précisément, de l'apartheid. (*Et de rappeler l'histoire de ghettos à travers l'Europe du temps d'Hitler*).

D'autre part, s'il venait un jour à Israël l'excellente et judicieuse idée de reconnaître enfin la Palestine en tant qu'Etat souverain et indépendant, la question de sa sécurité serait, du coup, définitivement résolue, et le problème, par la même occasion, automatiquement invalidé... De moins, c'est à espérer entre hommes et femmes de bonne volonté, animées par un sincère et loyal esprit de concorde!

/.../

Conclusion? Qu'Israël, nation née sur les cendres de ses pères naguère martyrisés, abolisse donc au plus vite, toutes affaires cessantes, ce mur de la honte tout autant que ces bus de l'apartheid, qui ne le déshonorent que trop aujourd'hui, sur le plan éthique, et qui ne font par ailleurs, au niveau stratégique, que l'isoler, davantage encore, sur l'échiquier géopolitique du monde moderne et contemporain.

EUTHANASIE

Een veertigtal mensen, onder wie driekwart uit Franstalig België, start met een protestbeweging tegen de uitbreiding van de euthanasiewet. Onder hen de Grote Rabbijn en de imam van Brussel, René Stockman van de Broeders van Liefde, Fernand Keuleneer, advocaat van de Belgische bisschoppen, en diverse medewerkers van de katholieke universiteiten van Leuven en Louvain-la-Neuve. Het initiatief heet **Euthanasie STOP** en roept burgers op om zich bij hen aan te sluiten.

De Leuvense oncoloog Benoit Beuselinck legt uit wat de bedoeling is. "In de eerste plaats willen we laten horen dat we tegen de uitbreiding van de euthanasiewet naar minderjarigen en dementerenden zijn. Het is moeilijk om die stem te laten horen in de media of bij politici, vandaar dit initiatief."

Ik heb de indruk dat u ook niet echt blij bent met de huidige wet.

"Voor mij persoonlijk is het verschil tussen euthanasie op een dementerende en euthanasie bij een vergevorderde terminale patiënt inderdaad niet zo groot. Ik heb bij allebei fundamentele vragen. Ik veronderstel dat er nog deelnemers zijn die er zo over denken."

"Ikzelf sluit mij vooral aan door de ervaringen die ik opdoe als arts."

Wat bedoelt u daarmee?

"Tien jaar geleden werd de wet ingevoerd voor zeldzame noodsituaties. Nu zien veel mensen euthanasie als een onderdeel van het normale pakket aan zorg dat men kan krijgen. Wij moeten daar veel tijd voor uittrekken. Als vier patiënten in een week die vraag stellen, heeft dat een ernstige impact op de zorg aan andere patiënten."

Als u het zelf niet wilt doen, kunt u toch doorverwijzen?

"Doorverwijzen is voor mij een vorm van meewerken. Hopelijk komt er dus geen doorverwijsplicht. **Euthanasie is per slot geen recht van de patiënt.** Dat is een van de vele misverstanden die errond bestaan."

Vindt u dat euthanasie aan artsen wordt opgedrongen?

"De vraag is verschoven van noodsituaties naar mensen die het leven moe zijn. Ik vind niet dat het onze taak is om metafysische vragen over de zin van het leven van onze medeburgers op te lossen, zeker niet als die oplossing bestaat uit een daad die ingaat tegen ons geweten. Ik vind dat ik ons beroep van arts daartegen moet beschermen. Ook bestaat er nog veel verwarring over: laatst weigerde een bejaarde patiënt om naar een palliatieve afdeling te worden gebracht. Hij dacht dat euthanasie hem daar zou worden opgedrongen."

U kunt uitleggen dat dat niet zo is.

"Ja, maar ondertussen is het fundamentele vertrouwen tussen arts en patiënt wel geschonden."

De Standaard van 18 april 2013

L'AIDE BELGE EN CHUTE

L'aide publique belge au développement a chuté de 13 % entre 2011 et 2012.

Au lieu de se rapprocher de l'objectif de 0,7 % du RNB, la Belgique s'en éloigne. Elle était à 0,64 % en 2010, à 0,54 % en 2011, et est passée à 0,47 % en 2012, selon les statistiques standardisés de l'OCDE.

La Belgique passe de la 7^{ème} à la 9^{ème} place dans le classement des pays donateurs (en % du RNB).

RNB : Revenu national brut

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

Ja, het is waar!

**Ja, het is waar!
Ja, het is waar!
't is wetenschappelijk bewezen
Ja, het is waar!
Ja, het is waar!
Oorlog levert op
Het menselijk vernuft
Bereikt in oorlogstijd zijn top**

**Ja, het is waar!
Ja, het is waar!
Wat vijf bommen moesten klaren
Vorig jaar
Dat krijgt nu één bom voor elkaar**

OUI, C'EST VRAI !

**Oui, c'est vrai !
Oui, c'est vrai !
C'est prouvé scientifiquement
Oui, c'est vrai !
Oui, c'est vrai !
La guerre rapporte
Le génie humain
Atteint son apogée en temps de guerre**

**Oui, c'est vrai !
Oui, c'est vrai !
Ce que cinq bombes devaient faire
L'année dernière
Une seule bombe s'en charge aujourd'hui**

Yes it's True!

**Yes it's true!
Yes it's true!
It's been scientifically proven
Yes, it's true!
Yes, it's true!
War is productive
Human ingenuity
Reaches its peak in wartime**

**Yes, it's true!
Yes, it's true!
What took five bombs
Last year
Can be done by just one now**